



241LM 267/9
(1948-1950)

Gestion par la S.N.C.F. du service des
titres d'organismes étrangers

9190

MEMENTO

BUREAU de LIQUIDATION des Services Administratifs et Financiers
DOCUMENTS
DOSSIER
N° 9190

du 16 mars 1950

.....

IV - Frais de service des titres des Filiales -

Le Service F assure le Service des titres de diverses filiales (Voies Ferrées des Landes, V.F.D.M, S.H.E.M. etc...). Il perçoit, de ce fait, une certaine rémunération, dont le taux n'a pas varié depuis 1941.

Il paraît opportun de majorer cette rémunération, en appliquant à ces filiales la formule retenue dans notre accord avec l'Etat au sujet de la gestion des titres Ouest, corrigée pour tenir compte du nombre de titres en cause appartenant à des portefeuilles de la S.N.C.F. pour lesquels les frais de gestion sont plus réduits. Il en est ainsi décidé.

Par ailleurs, le Service S présentera à une prochaine séance une note afférente à la rémunération reçue des organismes étrangers à la S.N.C.F., dont il assure le Service des titres. En ce qui concerne, en particulier, l'Ouest Algérien, il se rapprochera du Ministère des Finances pour rechercher si on ne pourrait pas obtenir un relèvement de la rémunération perçue en s'appuyant sur ce qui vient d'être décidé pour l'Est Algérien.

MEMENTO

de la réunion des Services Administratifs et Financiers
du 16 mars 1950

.....

IV - Frais de service des titres des Filiales -

Le Service F assure le Service des titres de diverses filiales (Voies Ferrées des Landes, V.F.D.M, S.H.E.M. etc...). Il perçoit, de ce fait, une certaine rémunération, dont le taux n'a pas varié depuis 1941.

Il paraît opportun de majorer cette rémunération, en appliquant à ces filiales la formule retenue dans notre accord avec l'Etat au sujet de la gestion des titres Ouest, corrigée pour tenir compte du nombre de titres en cause appartenant à des portefeuilles de la S.N.C.F. pour lesquels les frais de gestion sont plus réduits. Il en est ainsi décidé.

Par ailleurs, le Service S présentera à une prochaine séance une note afférente à la rémunération reçue des organismes étrangers à la S.N.C.F., dont il assure le Service des titres. En ce qui concerne, en particulier, l'Ouest Algérien, il se rapprochera du Ministère des Finances pour rechercher si on ne pourrait pas obtenir un relèvement de la rémunération perçue en s'appuyant sur ce qui vient d'être décidé pour l'Est Algérien.

P

MEMENTO

de la réunion des Services Administratifs et Financiers
du 16 mars 1950

.....

IV - Frais de service des titres des Filiales -

Le Service F assure le Service des titres de diverses filiales (Voies Ferrées des Landes, V.F.D.M, S.H.E.M. etc...). Il perçoit, de ce fait, une certaine rémunération, dont le taux n'a pas varié depuis 1941.

Il paraît opportun de majorer cette rémunération, en appliquant à ces filiales la formule retenue dans notre accord avec l'Etat au sujet de la gestion des titres Ouest, corrigée pour tenir compte du nombre de titres en cause appartenant à des portefeuilles de la S.N.C.F. pour lesquels les frais de gestion sont plus réduits. Il en est ainsi décidé.

Par ailleurs, le Service S présentera à une prochaine séance une note afférente à la rémunération reçue des organismes étrangers à la S.N.C.F., dont il assure le Service des titres. En ce qui concerne, en particulier, l'Ouest Algérien, il se rapprochera du Ministère des Finances pour rechercher si on ne pourrait pas obtenir un relèvement de la rémunération perçue en s'appuyant sur ce qui vient d'être décidé pour l'Est Algérien.

Paris, le 26

BUREAU de la LIQUIDATION
DOCUMENTS
DOSSIER
No 9190

S.N.C.F.

Service des Titres

NOTE pour Monsieur le Chef de la
Subdivision des Comptes Divers
Bureau des Comptes courants
Division Centrale de la Comptabilité
Générale
31, rue de Londres - PARIS (2^e)

Sg 2

16

Objet : Frais de service des Titres
des Filiales du Midi

S p.j.

Je vous prie de trouver ci-inclus en double
exemplaire, copie du décompte, pour l'exercice
1944, des frais de service des titres des filiales
du Midi, que nous avons adressé aux Sociétés.

Vous voudrez bien débiter respectivement les
Sociétés des sommes indiquées sur cet état, par
compte-courant, valeur 31 Décembre 1944, et corres-
pondant à l'ordre d'imputation n° 4814 du 23 Dé-
cembre 1944 de la somme de 33.223,3 F

Débit : Comptabilité Générale

Crédit : S.N.C.F. St Frais de Service des Titres,
§ § Dépenses de personnel.

Le Chef de la Subdivision des
Affaires Générales

Copie transmise à
M. CHASSAGNOUX
Comptabilité Générale - Bureau
de la Liquidation, à titre
d'information.

Paris, le 26 Décembre 1944

Le Chef du Bureau Technique
[Signature]

S.N.C.F.

Secrétariat Général
Service des Titres

34

Frais de service des filiales du midi

Exercice 1944

Société	Designation des Titres	Nbre de titres au 3 Janvier 1944	Frais de service		Total par société
			par titre	total	
Voies Ferrées des Landes	Act. de Capital	11.380	0,35	3.948,-	16.037,9
	Act. de Jouissance	2.720	0,12	326,4	
	Obl. 3% (1ère 3 ^{me})	240	0,35	84	
	(2ème 3 ^{me})	131	0,35	45,8	
	Obl. 3 1/2%	415	0,35	145,2	
	Obl. 5%	44.977	0,50	11.488,5	
Voies Ferrées Départementales du Midi	Act. Cap. 4 ^{me} -183 ^{me}	36.000	0,24	8.640,-	30.397,4
	Act. Cap. 4 1/4%				
	(2ème 3 ^{me})	2.800	0,24	686,4	
	Act. de Jouissance	940	0,12	112,8	
	Obligations 4%	59.126	0,24	14.190,2	
	Obligations 5%	1.566	0,27	422,5	
	Obligations 6%	23.502	0,27	6.345,5	
Chemins de Fer des Pyrénées Orientales	Act. de Capital	2.285	0,24	548,4	1.311,8
	Act. de jouissance	2.515	0,24	603,6	
	Obligations 4%	666	0,24	159,8	
Tramways de la Chalosse et du Béarn	Act. de Capital	13.110	0,24	3.146,4	3.146,4
Société Hydro-Elec- trique du Midi (SHEM)	Actions	75.000	0,24	18.000	18.000
				Total	68.893,5

N o t e pour Monsieur le Chef de la
Subdivision des Comptes divers
Bureau des Comptes-Courants
Division Centrale de la Compta-
bilité Générale

61, rue de Londres PARIS IX

3 P.J.

Objet : Frais de Service des Titres des
Filiales du Midi.

Je vous adresse ci-inclus, en triple
exemplaires, le décompte des frais de Service
des Titres des filiales du Midi, pour l'exercice
1943.

Vous voudrez bien débiter respectivement
les Sociétés des sommes indiquées sur cet état,
par compte courant, valeur 31 Décembre 1943, et
créditer le compte "Frais de Service des Titres"
de la Division Centrale des Finances, dans les
écritures de Décembre 1943.

Le Chef de la Subdivision des
Affaires Générales.

Signé : J. PLANQUES

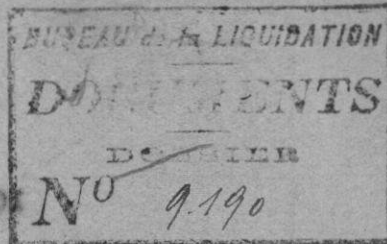
+ 2/1
Copies transmises
à M. le Chef de la Subdivision
des Comptes-Courants
Finances (Bancs et d'Emplois)
à M. l'Informateur

Comptabilité Générale

Bureau des Comptes Courants

FRAIS DE SERVICE DES FILIALES DU MIDI

Exercice 1943



Société	Désignation des Titres	Nombre de titres au 31 Janvier 1943	Frais de Service		Total par Société
			par titre (1)	Total	
Voies ferrées des Landes	Action de Capital	12.000	0.35	4.200.-)	16.947.8
	Action de jouissance	2.000	0.12	240.-)	
	Obl. 3% (1ère série	258	0.35	90.3)	
	(2ème série	141	0.35	49.3)	
	Obligations 3 1/2 %	485	0.35	169.7)	
	Obligations 5%	24.397	0.5	12.198.5)	
Voies ferrées départementales du Midi	(Act. Cal 4% 1ère série	36.000	0.24	8.640.-)	20.642.8
	(Act. Cal 4 1/4% 2ème série	2.970	0.24	712.8)	
	Action de jouissance	830	0.12	99.6)	
	Obligations 4%	59.126	0.24	14.190.2)	
	Obligations 5%	1.625	0.27	438.7)	
	Obligations 5%	24.302	0.27	6.561.5)	
Chemins de fer des Pyrénées Orientales	(Action de Capital	2.430	0.24	583.2)	1.321.4
	(Action de jouissance	2.370	0.24	568.8)	
	(Obligations 3%	706	0.24	169.4)	
Tramways à vapeur de la Chalosse et du Béarn	Actions de capital	13.640	0.24	3.273.6	3.273.6
Société Hydro- Electrique du Midi (S.H.E.M.)	Actions	75.000	0.24	18.000.-	18.000.-
TOTAL GENERAL					70.185.6

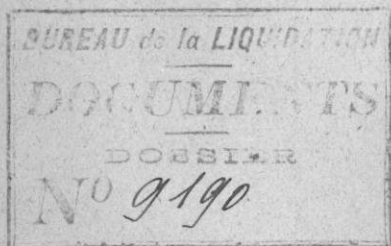
(1)

Actions et obligations	Pour les titres		
	à coupon semestriel	à coupon annuel	non productifs de revenu pendant 3 années consécutives
Voies ferrées des Landes	0,5	0,35	0,12
Autres filiales	0,27	0,24	0,12
S ^t e crédit Immobilier du Midi S ^t e des Habitations à bon marché du Midi	gratuit	gratuit	gratuit

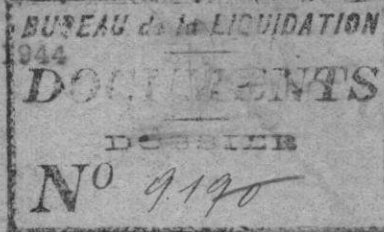
PRISE EN CHARGE ET GESTION PAR LA S.N.C.F.
DES EMPRUNTS EMIS PAR LA COMPAGNIE DE
L'OUEST. -

En vertu de la loi du 21 février 1944 la S.N.C.F. est substituée à la Compagnie de l'Ouest, à dater du 1er Mars 1944 comme débitrice et gestionnaire des emprunts émis par cette Compagnie.

En conséquence, le service des emprunts est assuré par les Services Financiers de la S.N.C.F. (Division des Titres) dans les mêmes conditions que celui des autres valeurs. qu'ils gèrent déjà.



PARIS, le 5 Janvier



COPIE

F₂ 12 TG

NOTE pour Monsieur le Président
(sous couvert de M. le Directeur Général)

La Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest, en liquidation, assure le service de ses titres moyennant versement, par le Trésor, d'une annuité forfaitaire de frais de service dont le montant (0^{fr}10 par titre en circulation et par an en exécution de la Convention de rachat) est en disproportion de plus en plus marquée avec les frais réels supportés par elle. Cette annuité est remboursée au Trésor par la S.N.C.F. substituée aux Chemins de fer de l'Etat.

La Compagnie de l'Ouest a donc demandé au Ministère des Finances le relèvement de l'annuité en cause. Ce dernier n'eût certainement pas accepté de supporter la charge intégrale des frais de gestion des titres Ouest (dont le montant s'élevait à Frs. 2.500.000 environ en 1941), car, dès l'origine, le forfait conventionnel de 0^{fr}10 ne couvrait que 70 % de la dépense brute du Service des Titres. Le Ministère des Finances a préféré envisager de confier à la S.N.C.F. la gestion des obligations Ouest. Il lui est apparu, en effet, que la S.N.C.F. était susceptible d'assurer plus économiquement cette gestion, qui ne constituerait pour elle qu'un léger accroissement de travail (1.700.000 obligations Ouest en circulation contre un total de 75 millions de titres actuellement gérés par la S.N.C.F.); une telle solution ne laisserait à la charge du Trésor qu'une dépense de l'ordre de 600.000 Frs. pour la 1ère année de gestion.

M. RENDU s'est alors rapproché de mes Services pour leur demander d'étudier les modalités financières de la nouvelle gestion envisagée.

A la suite de l'étude à laquelle j'ai fait procéder, j'ai préparé l'avant-projet de lettre ci-joint qui serait adressée à la S.N.C.F. par le Secrétariat d'Etat aux Communications et qui définit les conditions dans lesquelles la gestion des obligations de la Compagnie de l'Ouest pourrait être assurée par la S.N.C.F.

du point de vue de l'intérêt général, l'étude visée ci-dessus a permis de constater que le transfert de service aboutirait à des économies substantielles. Il serait notamment possible d'assurer le service des obligations Ouest avec un personnel évalué à 18 unités, alors que la Compagnie de l'Ouest y consacre actuellement un

.....

personnel de 67 agents. Pour l'appréciation de ces chiffres, il y a lieu d'observer qu'il s'agit d'emprunts émis depuis plus de 35 ans, extrêmement divisés dans le public et dont la gestion s'avère particulièrement lourde.

Du point de vue de la S.N.C.F. elle-même, les conditions mentionnées dans l'avant-projet de lettre ministérielle sont telles que ses intérêts seraient pleinement sauvegardés par le versement qui lui serait fait d'une indemnité couvrant le montant de ses dépenses nettes compte tenu du produit des placements de fonds à attendre des restants à payer. Les intégrations de personnel pourraient être effectuées sans inconvénient, dans les conditions précisées dans l'avant-projet de lettre, car, d'une part, parmi les 67 agents de l'Ouest, 32 sont âgés de plus de 55 ans et ne seraient pas, sauf exception, repris par la S.N.C.F. et, d'autre part, les besoins nouveaux de la Caisse de Prévoyance permettraient sans doute d'absorber, sans difficulté, ceux des autres agents dont notre Division des Titres n'aurait pas l'emploi.

Je serais donc d'avis de retenir la suggestion du Ministère des Finances aux conditions précisées dans l'avant-projet de lettre ci-joint. Si vous étiez d'accord, je remettrais celui-ci à M. RENOU pour qu'il le soumette aux deux Ministères intéressés.

Le Directeur des Services Financiers,

Signé : BROCHU

10 janvier 1944

Je suis d'accord sous la réserve suivante : nous acceptons d'incorporer 18 agents, alors que nos besoins ne sont que de 18. Il doit être entendu que la différence sera prise dans d'autres services à l'intérieur des effectifs budgétaires.

Signé : ROUSTIER

Copie transmise à Monsieur le Directeur du Service du Budget en lui demandant de vouloir bien prendre note de la décision de M. le Président valant, au point de vue des effectifs de la Division Centrale des Titres, autorisation d'un supplément de 18 agents à partir du 1er Avril, soit de 15 agents-années pour 1944.

Paris, le 15 Janvier 1944
Le Directeur des Services Financiers
Signé : BROCHU

F31621
Copie transmise à Monsieur METTAS, Chef de la Division Centrale de la Comptabilité Générale
PARIS, le 17 Janvier 1944
Le Chef de la Division Centrale des Titres,

PARIS, 1e Décembre 1943

AVANT-PROJET de la lettre que le Ministre de la Production Industrielle et des Communications devrait adresser à la S.N.C.F. au sujet de la reprise du Service des Titres de la Compagnie de l'OUEST

Monsieur le Président,

Par application de la Convention du 28 Octobre 1909, entre l'Etat et la Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest en liquidation, cette dernière assure le service des titres émis par elle, moyennant versement par le Trésor, 3 jours avant chaque échéance, des sommes correspondant aux charges effectives des emprunts, tant principales qu'accessoires, y compris l'abonnement au timbre et les frais de service fixés à 10 centimes par titre et par an. La S.N.C.F., à qui incombent actuellement lesdites charges aux lieu et place des Chemins de fer de l'Etat, rembourse ces mêmes sommes au Trésor.

A la suite d'entretiens qui ont eu lieu entre mes représentants, ceux de la S.N.C.F., d'une part, et ceux de la Compagnie de l'Ouest, d'autre part, il a été envisagé de faire assurer directement par la S.N.C.F., à partir du 1er mars 1944, la gestion des obligations de la Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest en liquidation.

Les conditions de ce transfert de gestion seraient les suivantes :

La Compagnie de l'Ouest verserait à la S.N.C.F., le 29 février 1944, le montant des "restants à payer" sur les échéances de ses emprunts, antérieures à cette date, et mettrait à la disposition de la S.N.C.F., au plus tard à la même date, l'ensemble des documents en sa possession relatifs à cette gestion. Le personnel de la Compagnie employé au Service des Titres, et âgé de 55 ans au plus, serait repris par la S.N.C.F. pour autant que les intéressés accepteraient les postes que la S.N.C.F. pourrait leur offrir. La liste de ces agents, ainsi que les conditions de leur passage, seraient fixées ultérieurement, d'accord entre la S.N.C.F. et la Compagnie de l'Ouest, étant dès maintenant entendu que la S.N.C.F. ne supporterait aucune charge inhérente au licenciement du personnel non repris par elle.

Pour toute échéance postérieure au 29 février 1944, la Compagnie de l'Ouest déléguerait à la S.N.C.F. son droit aux versements que doit lui faire le Trésor au titre de sa dette obligataire en exécution de la Convention du 28 Octobre 1909. Pratiquement, par le jeu de cette délégation, la S.N.C.F. conserverait dans ses Caisses, les sommes dont, sous le régime antérieurement en vigueur, elle aurait été redevable au Trésor à titre de remboursement des fonds versés par celui-ci.

.....

A compter du 1er mars 1944, la S.N.C.F. assurerait la gestion des obligations Ouest, tant pour les échéances passées non prescrites que pour les échéances à venir; elle reverserait, à chaque échéance, à la Compagnie de l'Ouest les sommes revenant à cette dernière au titre des prescriptions dont celle-ci bénéficie en vertu d'un arrêté du Conseil de Préfecture du Département de la Seine, en date du 24 février 1925.

La S.N.C.F. serait remboursée par l'Etat des charges supplémentaires que lui occasionnerait sa nouvelle gestion, et qui peuvent présentement être évaluées, en taux de dépenses brutes, à Frs. 0,23 par coupon échu et à Frs. 2,62 par titre amorti. Compte tenu du produit des fonds correspondant aux "restants à payer" ainsi que de la fraction des frais qui lui incombent déjà sous le régime contractuel en vigueur, la rémunération de la S.N.C.F. serait fixée au taux de Frs. 0,16 par coupon échu et de Frs. 1,73 par titre amorti.

L'indemnité à verser annuellement par l'Etat à la S.N.C.F., valeur 1er Juillet, serait calculée en appliquant respectivement ces derniers taux au nombre effectif des coupons échus et des titres amortis au cours de chaque exercice, l'échéancedu 1er Janvier étant rattachée à l'exercice précédent.

Cette indemnité étant établie sur la base du coût actuel d'un agent expéditionnaire (échelle 5, 1er échelon), en résidence à Paris, soit Frs. 48.351.- annuellement, toute augmentation ou diminution d'au moins 5 % de ce coût donnerait lieu à modification correspondante de ladite indemnité.

La correction à apporter dans ce cas aux taux de 0,10 et de 1,73 serait, pour chaque année, égale au produit des taux bruts de 0,23 et de 2,62 respectivement par le rapport de l'augmentation ou de la diminution du coût de l'agent en cause au 1er Juillet de l'année considérée à la somme de Frs. 48.351.-

La première indemnité à recevoir par la S.N.C.F. serait majorée d'une somme de Frs. 100.000.- représentant forfaitement le montant des frais de déménagement et d'installation nécessités par le transfert des gestions.

Je vous serais obligé de me faire savoir si vous êtes d'accord sur ces dispositions.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre de la Production Industrielle
et des Communications,